

Le problème, ce n'est plus Donald Trump (mais ceux qui se taisent)

NOUVELLES FRONTIÈRES

Le 47^e président des Etats-Unis est-il fou, dingue, malade? «Je pense que le 25^e amendement a été rédigé en pensant à Donald Trump» qui est «clairement déséquilibré», déclarait il y a peu l'ancien directeur de la CIA John Brennan. Il n'est pas seul à le penser. Le 25^e amendement de la Constitution américaine permet au vice-président et à son cabinet d'introduire une procédure de destitution du président s'il est jugé «inapte». Au sein du camp démocrate, plusieurs voix ont appelé à en faire usage. Un scénario illusoire à ce jour.

Fou, Donald Trump? Ce serait l'innocenter un peu vite. Qu'il souffre de longue date d'un trouble de la personnalité narcissique, c'est probable. Que des signes de démence sénile se manifestent chez un homme bientôt octogénaire, c'est plausible au vu de son état de confusion de plus en plus récurrent. Menacer d'éradiquer une civilisation ou se faire passer pour Jésus semblent en attester. Ce n'est plus une stratégie de communication. C'est du délire.

C'est oublier un peu vite toutefois que Donald Trump continue d'agir au plus près de la défense des intérêts de sa famille, de son clan ou de son mouvement, selon des méthodes mafieuses et népotiques qui sont bien établies depuis Trump I. Parler à cet égard de politique transactionnelle est d'ailleurs plutôt étrange. Il est responsable de ses actes, tout comme ses électeurs sont

FRÉDÉRIC KOLLER
JOURNALISTE

responsables de leur vote. Il n'y a pas d'excuses de santé à faire valoir.

Face à la dérive autoritaire de cette présidence, il est par contre justifié de s'interroger sur ce qu'il reste de contre-pouvoir aux Etats-Unis. L'épisode de la guerre contre l'Iran est, de ce point de vue, des plus inquiétants. A la différence de Trump I, il n'y a plus de voix indépendante au sein des plus hautes fonctions de l'administration pour tempérer son action. Trump II règne avec sa cour. La décision de frapper Téhéran en est la démonstration. Hormis le ministre de la guerre, Pete Hegseth, personne n'était convaincu de cette opération. Ni les diplomates, ni le renseignement, ni l'armée, ni le vice-président. Mais personne n'a osé dire non.

Le Congrès, qui aurait pu donner un dernier signe de vie en exigeant son aval pour mener une guerre, est resté tout aussi muet, le Parti républicain restant subjugué par celui qui ressemble de plus en plus à un gourou. Tout aussi problématique, voire davantage, l'armée,

objet de purges, semble avoir cédé sa loyauté à un homme plutôt que de faire primer le respect de la Constitution. Si le chef d'état-major des armées, Mark Milley, avait su tenir tête à Trump I, refusant de se mettre au service de sa croisade contre les démocrates en 2019, son successeur actuel, Dan Caine, s'avère un bon petit soldat du trumpisme. Ce qui pose la question du risque de coup d'Etat en cas de défaite électorale de son camp.

Le problème des Etats-Unis n'est plus Donald Trump, dont la popularité s'effondre, mais le silence des hommes et des femmes qui occupent des postes clés de son administration. Au vu du profil de la plupart d'entre eux, il est vain d'espérer un sursaut. Malgré l'entreprise de destruction en cours, les contre-pouvoirs n'ont toutefois pas encore été entièrement laminés. La justice jusqu'ici tient bon. La bonne surprise étant venue de la Cour suprême. Elle semblait acquise à Trump. En tranchant sur l'illégalité des tarifs douaniers, elle a réaffirmé son indépendance. Un certain optimisme est aussi permis à l'approche des midterms. Depuis plusieurs mois, les tests électoraux démontrent le reflux du trumpisme. Une majorité démocrate dans les deux chambres n'est plus exclue, ce qui limiterait la marge de manœuvre du président. Le parlement pourrait à nouveau dire non. Mais d'ici à novembre, le locataire de la Maison-Blanche pourrait faire encore beaucoup de dégâts. ■

Révolution conservatrice à l'école

MA SEMAINE SUISSE

YVES PETIGNAT
JOURNALISTE

L'école, c'était mieux avant. Il faut revenir aux anciennes valeurs qui ont fait leurs preuves. Transmettre le savoir plutôt que des compétences. L'école doit donc se concentrer sur ses fondamentaux: enseigner à lire, écrire et compter. Une révolution conservatrice. En finir avec les vagues successives de réformes.

C'est autour de ce programme que vient de se former en Suisse alémanique un petit groupe de politiques, de pédagogues et spécialistes de l'éducation, sous le nom de «Bildung Wendepunkt» (tournant de l'éducation), nous apprend la presse alémanique. Un collectif dans lequel on retrouve aussi bien le conseiller d'Etat UDC de Nidwald Res Schmid, connu pour son combat «pour des méthodes éprouvées» comme donner des notes dès la 3^e année, que l'ancien président du PS de Bâle-Ville Roland Stark. Le conservatisme de droite comme de gauche. C'est le reflet d'un virulent débat qui agite depuis des années la Suisse alémanique autour de l'enseignement précoce du français en primaire, des classes inclusives, des cours d'éducation sexuelle ou de la place de l'informatique.

La Suisse romande n'échappe pas à une poussée de conservatisme s'agissant en particulier des questions de genre et d'éducation sexuelle à l'école. Ainsi, à Genève, le Grand Conseil a repoussé de justesse des textes demandant que soient dispensés de ces cours les élèves dont les parents feraient la demande. Un «Collectif parents» hostile y est notamment très actif. Dans le canton de Vaud, c'est la question de l'école inclusive qui suscite des tensions alors que les enseignants demandent davantage de moyens.

Mais on est encore loin des réactions alémaniques, attisées par une UDC qui a décidé de dramatiser la question scolaire depuis quelques années. Comme elle l'a fait pour l'asile. Crise profonde, chaos, déclin de l'école publique, les discours font monter la tension. La droite nationale se fonde sur les résultats de la dernière étude Pisa de 2022 qui marquaient certes un recul de 40 points sur dix ans, mais plaçaient malgré tout la Suisse au 8^e rang des pays de l'OCDE. Bien au-dessus de la moyenne. Avec tout de même un constat inquiétant: le faible niveau de lecture de 25% des enfants testés. Pour l'UDC, «la maîtrise insuffisante d'une langue nationale et l'immigration de masse entraînent une baisse considérable des performances».

L'éducation est fondamentalement politique. Elle l'a toujours été. Elle ne peut jamais être neutre, puisqu'elle façonne la société en transmettant des connaissances et des valeurs indispensables à la cohésion de la communauté. Cette aspiration à des valeurs conservatrices et à des objectifs de renforcement des identités nationales, voire au rejet du libéralisme culturel, se retrouve dans toute l'Europe, traversée par des courants identitaires. Lors de sa campagne électorale, Eric Zemmour réclamait le retour d'une école du «passé», de «l'autorité» et de la «discipline de fer». Parce qu'il avait compris que la bataille culturelle se gagne à l'école. Il est vrai que, dans les années 1970, une bonne partie des pédagogues progressistes célébrait *Une Société sans école* du philosophe et penseur de l'écologie Ivan Illich pour «désinstitutionnaliser l'éducation» et donc la société. Ou mieux encore *Libres enfants de Summerhill*, du psychanalyste Alexander S. Neill, lequel prônait une éducation permissive, autogérée par les enfants eux-mêmes. Nos sociétés en appellent aujourd'hui au retour de l'autorité et d'un cadre fixe, en réponse au sentiment de crise. Retour de balancier. ■

Le dessin de la semaine

Par Joep Bertrams
Pays-Bas

«Le mythique Dieu d'Ormuz» par le Néerlandais Joep Bertrams. L'une des signatures reconnaissables dans le paysage du dessin de presse européen, Bertrams travaille pour l'hebdomadaire *De Groene Amsterdammer*, et œuvrait auparavant pour le quotidien d'Amsterdam *Het Parool*.

Choisi par Chappatte

En collaboration avec Cartooning for Peace et la fondation Freedom Cartoonists.



Et si on arrêtait les «initiatives autogoals» contre l'économie suisse?

SUR NOS MONTS...

La Suisse veut-elle vraiment commencer ses matchs avec trois buts de retard? Ou se mettre volontairement hors jeu? C'est bien ce qui pourrait arriver si trois initiatives actuellement à l'agenda politique devaient être soutenues par le peuple et les cantons.

A chaque fois, les mêmes mécanismes sont à l'œuvre: on part d'une bonne intention, d'un constat partagé ou d'une émotion. On pose un titre qui claqué ou qui racole. On présente un texte vaporeux permettant de mener une campagne où les initiants font tout pour minimiser la portée du texte, rassurer et séduire ainsi les électeurs.

Exercice légitime mais parfois risqué, en particulier quand des initiatives menacent la capacité concurrentielle de la Suisse, des emplois et des recettes fiscales garantes de la solidarité.

A court terme, le 14 juin prochain, le souverain se prononcera sur le texte «Pas de Suisse à 10 millions!». Ce plafonnement démographique artificiel à l'horizon 2050, décrété à la louche, fait penser à un bon vieux plan quinquennal tout droit venu du Berlin-Est d'avant 1989. On décrète l'avenir et la réalité, et pour ce faire, contrôles et contraintes vont se multiplier pour les entreprises et les citoyens. Ralentir politiquement l'économie ne manque d'ailleurs pas d'étonner de la part d'un parti comme l'Union démocratique du centre, qu'on a connu bien plus libéral.

Deux autres «initiatives autogoals» ont été déposées et seront soumises au vote plus tard. Celle «Pour une place financière suisse durable et tournée vers l'avenir» prévoit un corset climatique, environnemental et lié à la biodiversité pour les acteurs de la place financière comme les banques, les entreprises

d'assurance, les établissements financiers, les institutions de prévoyance ou celles des assurances sociales.

L'initiative «Pour des grandes entreprises responsables – pour la protection de l'être humain et de l'environnement», à laquelle le Conseil fédéral oppose un contre-projet, constitue schématiquement la deuxième mi-temps du duel ONG-multinationales. La première mi-temps a été remportée par ces dernières en 2020 dans les arrêts de jeu, grâce à un non des cantons, malgré le oui populaire.

ROMAIN CLIVAT
JOURNALISTE

Au moment où l'Union européenne (UE) revoit ses ambitions en matière de responsabilités des multinationales et de durabilité, la Suisse ne doit en aucun cas en faire plus. Elle doit tout au plus se mettre à niveau. Question de concurrence.

Ces trois propositions arrivent à contretemps, dans un contexte économique international brutal des deux côtés de l'Atlantique et ailleurs. Cette semaine, le 47^e président des Etats-Unis nous a rappelé qu'il nous a à l'œil, pour ne pas dire dans le pif. Sur la chaîne CNBC, Donald Trump a lâché: «La Suisse se présente comme un pays petit et brillant... Ils sont brillants parce qu'ils ne nous paient presque rien... Ils devraient payer beaucoup plus.» Mi-avril, c'est l'UE qui nous refusait une exemption de nouveaux droits de douane sur l'acier. Un geste hostile, indélicat et maladroit à un moment où

on nous vend le nouveau paquet d'accords bilatéraux comme un projet d'apaisement.

Un franc fort persistant, un Moyen-Orient instable, des blocs économiques et des pays qui musclent leur jeu, voire se dopent aux subventions ou aux obstacles tarifaires et réglementaires: dans une telle situation, envisager d'ajouter, dans notre coin, des couches réglementaires, et de poser des corsets en mode «Swiss finish» serait irresponsable.

Si la Suisse ne veut pas commencer volontairement ses matchs avec trois buts de retard, elle doit refuser ces propositions hasardeuses et jouer son propre jeu. A défaut de pouvoir trop miser sur la taille et la force brute, elle doit parfois jouer la montre et toujours miser sur l'agilité, la finesse et parfois la ruse. En mode Stéphane Chapuisat ou Xherdan Shaqiri. ■